

Journalisme Et Médiation De Paix En RDC : Analyse Des Pratiques Discursives Dans La Couverture Des Conflits Armés] *[Journalism And Peace Mediation In The DRC: An Analysis Of Discursive Practices In The Coverage Of Armed Conflicts]*

MATONDO DITUMWENE Samuel¹

¹Département des sciences de l'information et de la communication,

Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Pédagogique Nationale,

Kinshasa, République Démocratique du Congo

Auteur correspondant: MATONDO DITUMWENE Samuel, samuelpmatondog1@gmail.com



Résumé - La couverture médiatique des conflits armés en République Démocratique du Congo (RDC) place les professionnels de l'information au cœur d'injonctions paradoxales, entre le devoir d'objectivité et l'exigence d'un patriotisme d'État. Cet article analyse les stratégies discursives de la presse congolaise en ligne et radiophonique. En s'appuyant sur le concept de journalisme de paix de Johan Galtung, notre étude qualitative d'un corpus de huit articles (Actualité.cd, Radio Okapi, Mediacongo) démontre que les médias opèrent une véritable médiation sociale. À travers la substitution lexicale, la polyphonie inclusive et l'audit des processus de pacification, le journalisme congolais tente de déconstruire le récit binaire de la guerre. Toutefois, la viabilité de ce paradigme se heurte à d'importantes limites structurelles, politiques et sécuritaires.

Mots-clés : Journalism de paix, République Démocratique du Congo, Analyse de discours, Espace public, Médiation de conflit.

Abstract - Media coverage of armed conflicts in the Democratic Republic of the Congo (DRC) places media professionals at the heart of paradoxical demands, caught between the duty of objectivity and the requirement for state patriotism. This article analyzes the discursive strategies of the Congolese online and radio press. Drawing on Johan Galtung's concept of peace journalism, our qualitative study of a corpus of eight articles (from Actualité.cd, Radio Okapi, and Mediacongo) demonstrates that the media act as agents of genuine social mediation. Through lexical substitution, inclusive polyphony, and the scrutiny of peace-building processes, Congolese journalism attempts to deconstruct the binary narrative of the war. However, the viability of this paradigm faces significant structural, political, and security-related limitations. **Keywords**: Peace journalism, Democratic Republic of the Congo, Discourse analysis, Public sphere, Conflict mediation.

Keywords: Peace journalism, Democratic Republic of Congo, Discourse analysis, Public sphere, Conflict mediation.

I. INTRODUCTION

Depuis plus de trois décennies, la République Démocratique du Congo (RDC) fait face à une succession de crises sécuritaires d'une grande complexité. Ces conflits, loin d'être localisés, s'étendent historiquement de l'Est du pays (Kivu, Ituri) à certaines régions de l'Ouest, récemment marquées par de violences communautaires et l'émergence des milices dites « Mobondo ». Dans

ce contexte de conflictualité persistante, l'information ne se limite plus à un simple rôle de narration des faits ; elle devient un enjeu stratégique au sein d'un espace public fragmenté, où différents acteurs cherchent à imposer leurs interprétations des événements. À cet égard, l'information revêt une importance capitale en situation de conflits armés, en raison de l'exacerbation des tensions et de la forte demande informative émanant tant des belligérants que des populations (N'sana, 2021).

Cette situation interroge directement les conditions de production du lien social et les mécanismes de construction de la paix. Sur ce point, Bundjoko (2025) considère la paix comme un véritable problème public, particulièrement central dans les sociétés en situation de crise prolongée comme la RDC. Dans une logique d'idées, Kambayi Bwatshia (2023) souligne que cette problématique mobilise des champs variés tels que l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, le droit et la philosophie, chacun apportant des outils d'analyse spécifiques. Dans cet ensemble, les médias occupent une position stratégique en tant qu'acteurs de médiation.

Cependant, plusieurs chercheurs l'abordent comme une tension structurelle dans les pratiques journalistiques en contexte conflictuel. Les normes professionnelles classiques, notamment l'objectivité et la neutralité, peuvent entrer en contradiction avec les objectifs de contribution à la paix, au risque de basculer soit vers une posture de distanciation excessive, soit vers des formes proches de la propagande ou de la communication institutionnelle (Gouse et al., 2018). C'est dans ce cadre que le concept de journalisme de paix s'est progressivement imposé comme une alternative analytique et normative. Selon Ersoy et Miller (2020), cette approche rigoureuse du traitement de l'information se fonde sur une sélection critique des sources et un cadrage des faits orienté vers la compréhension des causes structurelles des conflits ainsi que la mise en valeur des solutions non violentes. De la même manière, Kempf (2017) insiste sur la responsabilité des journalistes dans les choix de cadrage, de hiérarchisation de l'information et de narration, lesquels peuvent contribuer à ouvrir ou à restreindre les possibilités d'une résolution pacifique des tensions sociales.

Les travaux consacrés au journalisme de paix se sont principalement développés à partir de terrains situés en Asie, au Moyen-Orient et en Europe. En Afrique, les recherches se sont progressivement intéressées au rôle des médias dans les processus de réconciliation et de consolidation de la paix, notamment au Rwanda, au Kenya et en Sierra Leone. Toutefois, en ce qui concerne la République Démocratique du Congo, les études portant sur les pratiques discursives des médias dans la couverture des conflits armés demeurent encore limitées. Cette insuffisance de travaux empiriques constitue une lacune scientifique que la présente recherche entend combler.

Dans le contexte congolais, cette lacune prend une dimension particulière en raison de la persistance des conflits armés et de la multiplication des canaux de production et de circulation de l'information. Les médias jouent ainsi un rôle déterminant dans la construction des récits de guerre, influençant à la fois la perception des conflits et les dynamiques de leur représentation publique. Dans certains cas, les traitements médiatiques tendent à simplifier les rapports de force et à privilégier des cadrages polarisés, caractéristiques de ce que Johan Galtung (2013) qualifie de « journalisme de guerre ». Face à cette logique, le journalisme de paix apparaît comme une approche alternative, ou du moins complémentaire, visant à promouvoir une couverture plus contextualisée, inclusive et orientée vers la compréhension des causes des conflits. Sans prétendre remplacer les acteurs politiques ou diplomatiques, les journalistes peuvent, par la production d'une information équilibrée et vérifiée, contribuer à la médiation dans l'espace public.

Dès lors, cette étude s'interroge sur la manière dont le journalisme de paix peut se déployer dans le contexte congolais sans entrer en contradiction avec les exigences déontologiques fondamentales du métier. Plus précisément, elle cherche à répondre à la question suivante : dans quelle mesure le journalisme de paix en RDC peut-il constituer un dispositif de médiation dans l'espace public sans compromettre les principes d'objectivité et de neutralité journalistique ?

Cette recherche propose une analyse des pratiques discursives de la presse congolaise dans le traitement des conflits armés. Elle repose sur une approche qualitative fondée sur l'analyse de discours, à partir d'un corpus de huit articles issus de médias congolais de référence. L'analyse porte sur les modes de cadrage, les choix lexicaux, la diversité des sources mobilisées ainsi que les références aux mécanismes de résolution des conflits. Il ne s'agit pas ici de mesurer l'impact des contenus sur les publics, mais d'identifier les caractéristiques discursives susceptibles de relever d'une logique de journalisme de paix. L'objectif de cette étude

est d'analyser les pratiques discursives mobilisées par certains médias congolais dans la couverture des conflits armés afin d'identifier les éléments compatibles avec les principes du journalisme de paix. L'hypothèse principale postule que certains articles de presse relatifs aux conflits armés en RDC mobilisent effectivement des stratégies discursives proches du journalisme de paix, bien que leur mise en œuvre reste contrainte par des facteurs politiques, économiques et sécuritaires propres au contexte médiatique congolais.

Pour répondre à cette problématique, la présente étude s'articule autour de trois axes principaux. Dans un premier temps, elle présente le cadre conceptuel et méthodologique de la recherche. Dans un deuxième temps, elle procède à l'analyse des pratiques discursives issues du corpus afin d'en identifier les caractéristiques relevant du journalisme de paix. Elle discute les limites et contraintes éthiques, politiques et structurelles qui influencent ces pratiques dans le contexte congolais.

Si la relation complexe entre médias et conflits armés en RDC a fait l'objet de travaux fondateurs (notamment ceux documentant les pressions structurelles et économiques pesant sur les rédactions en temps de guerre), et si le rôle spécifique de Radio Okapi sous mandat onusien a été largement commenté, la présente étude entend renouveler cette perspective. L'originalité de notre démarche réside dans son ancrage discursif et son actualité. En déplaçant le regard analytique vers des dynamiques récentes, comme l'extension des violences à l'Ouest avec le phénomène « Mobondo » et en décortiquant les stratégies de substitution lexicale à l'échelle du texte, cet article dépasse le simple constat macro-sociologique. Il éclaire de l'intérieur la fabrique du texte journalistique congolais, révélant comment les professionnels naviguent au quotidien sur la corde raide d'un véritable « funambulisme discursif », coincés entre l'exigence de la médiation de paix et le dogme du patriotisme d'État.

II. CONTEXTE DES CONFLITS ÉTUDIÉS

La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée depuis plusieurs décennies à une instabilité sécuritaire persistante, caractérisée par des conflits armés récurrents aux dynamiques différenciées selon les régions. Le conflit impliquant l'Alliance Fleuve Congo (AFC/M23) s'inscrit dans la continuité des crises militarisées qui affectent l'Est du pays. Cette crise se caractérise par des affrontements intenses entre les forces régulières et des groupes coalisés, le tout exacerbé par de fortes tensions géopolitiques régionales et une urgence humanitaire chronique. En raison de sa dimension transfrontalière et de ses ramifications politiques, cette configuration géopolitique bénéficie d'une importante couverture médiatique aux niveaux national et international.

À l'inverse, le phénomène des milices dites « Mobondo » renvoie à des violences communautaires circonscrites dans l'Ouest du pays, principalement catalysées par des litiges coutumiers et fonciers. Bien que moins internationalisée que la crise de l'Est, cette situation constitue néanmoins un défi majeur pour la sécurité intérieure et la cohésion sociale de la sous-région.

Ces deux configurations contrastées illustrent la pluralité des formes de conflictualité en RDC. En constituant le socle empirique de cette recherche, elles permettent d'analyser de manière comparative la façon dont les pratiques discursives de la presse appréhendent des crises aux caractéristiques structurelles distinctes.

III. CADRE THÉORIQUE

3.1. L'approche de Johan Galtung : de la polarisation au journalisme de paix

L'étude s'inscrit dans le prolongement des travaux fondateurs de Johan Galtung (2013) sur le journalisme de paix, conçu comme un modèle de traitement des conflits visant à éviter la reproduction mécanique des logiques de polarisation. Suivant cet ordre de pensée, le professionnel de l'information ne se contente pas de rapporter des faits bruts ; il sélectionne ses sources, ses angles et ses formulations de manière à éclairer les causes profondes des tensions et à visibiliser les alternatives à la violence. Le journalisme de paix se distancie ainsi du « journalisme de guerre », lequel tend à réduire les crises à une opposition binaire entre vainqueurs et vaincus, victimes et agresseurs, amis et ennemis. À l'inverse, il s'attache à contextualiser les événements, à diversifier les points de vue et à rendre intelligibles les processus de désescalade, de médiation ou de réconciliation.

Comme le rappelle Koffi-Kra (2022), ce paradigme, également qualifié de « journalisme sensible aux conflits », trouve ses origines dans les théories de la paix des années 1970. Il postule que le journaliste intervenant dans un espace en crise peut atténuer

les tensions par une pratique professionnelle plus responsable. Dès lors, il s'agit d'interroger la manière dont les acteurs médiatiques peuvent participer à la résolution des crises en devenant « partie de la solution plutôt que du problème » (McGoldrick, 2000, p. 19-20). Pour Peleg (2006), le journaliste endosse ici un rôle de médiateur symbolique capable d'inciter ses pairs à modifier leurs grilles de lecture traditionnelles.

Loin de substituer une propagande de paix à une propagande de guerre, cette approche vise à dépasser les oppositions simplistes entre le bien et le mal (Kempf, 2002). Sur le plan opérationnel, Kempf (2003) formalise ce dépassement à travers une trajectoire en deux étapes distinctes :

- **Le journalisme de conflit axé sur la désescalade** : fondé sur une posture de neutralité et de distanciation, il privilégie la mise en avant de solutions « gagnant-gagnant », la remise en question des logiques purement militaires et l'exploration des causes structurelles du conflit.
- **Le journalisme de conflit orienté vers les solutions** : il transcende la vision dualiste de la crise pour adopter une démarche constructive, résolument tournée vers les issues pacifiques possibles.

Néanmoins, l'analyse de Hanitzsch (2007) rappelle qu'il n'existe pas de consensus universel autour de cette notion, celle-ci émanant d'un mouvement hétérogène aux doctrines variées. Il y distingue deux trajectoires conceptuelles : d'un côté, une posture interventionniste s'apparentant au journalisme de plaidoyer pour promouvoir activement la paix ; de l'autre, une vision plus conservatrice estimant que le respect strict des standards classiques du « bon journalisme » suffit à remplir cet objectif.

3.2. Les contraintes structurelles et le dilemme éthique du terrain

L'application de ces modèles théoriques se heurte toutefois à des limites matérielles et sociales, ces théories tendant souvent à individualiser la responsabilité des reporters en négligeant les contraintes structurelles de la production de l'information. En premier lieu, Hanitzsch (2007) souligne que l'activité journalistique est lourdement conditionnée par des facteurs organisationnels, tels que le manque de temps et les impératifs de rendement, qui restreignent l'autonomie éditoriale face aux hiérarchies rédactionnelles. L'introduction du journalisme de paix, par son caractère potentiellement engagé, soulève ainsi un profond dilemme déontologique dans la mesure où il peut entrer en tension avec les principes de neutralité et d'objectivité historiquement constitutifs de la profession.

En second lieu, les contraintes liées à la couverture des conflits armés sont accentuées par la position sociale et géographique des journalistes eux-mêmes. En tant que citoyens résidant au sein même de l'espace en crise, ces derniers entretiennent parfois des liens personnels ou communautaires avec les belligérants, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes affectés par les violences (N'sana, 2021). Cette proximité immédiate influence inévitablement les représentations subjectives et les choix éditoriaux.

C'est dans cette faille que s'observe l'émergence de ce que N'sana (2021) qualifie de « journalisme patriotique ». Face à l'urgence sécuritaire, certains professionnels tendent à s'engager en faveur d'une cause perçue comme légitime ou à répondre aux appels à l'union nationale. Une telle implication éditoriale entre alors en contradiction directe avec les exigences de distanciation requises par le journalisme de paix, illustrant toute la complexité de son déploiement sur le terrain congolais.

3.3. L'espace public congolais à l'épreuve de la violence armée

Le concept d'espace public trouve sa formulation théorique moderne dans les travaux de Jürgen Habermas (1989), qui le définit comme l'instance intermédiaire entre la société civile et l'État, au sein de laquelle se déploie une opinion publique critique grâce à une délibération rationnelle et argumentée. À sa suite, Dominique Wolton (2019) réactualise cette notion en la définissant comme l'espace politique de coexistence, de confrontation et de négociation entre trois acteurs majeurs : les responsables politiques, les journalistes et le public. L'intégration du journalisme de paix dans le cadre de cette recherche doit précisément s'analyser au prisme de ces approches, l'espace public étant ici appréhendé comme une arène symbolique de médiation.

En RDC, cet espace subit une captation conflictuelle systémique ; les belligérants et les acteurs politiques tentent d'y imposer leurs récits hégémoniques afin de légitimer le recours à la violence. Dans cette configuration, la pratique journalistique opère une

fonction de médiation communicationnelle décisive, capable d'exacerber les fractures identitaires ou, à l'inverse, d'aménager des passerelles de compréhension mutuelle.

Cette approche théorique permet de comprendre pourquoi les dynamiques médiatiques, en contexte de crise congolaise, ne relèvent pas uniquement d'une simple transmission d'informations factuelles. Elles s'inscrivent fondamentalement dans une logique de positionnement et de lutte d'influence au sein des champs social et politique. Les médias se transforment ainsi en un lieu d'arbitrage symbolique majeur, où se négocient, se contestent et se co-construisent les représentations légitimes du conflit et de ses issues.

IV.MÉTHODOLOGIE

4.1. Constitution du corpus et démarche analytique

Cette recherche mobilise une approche qualitative inscrite dans le prolongement de l'analyse de contenu sémantique et thématique (Bardin, 2013). Cette méthode permet d'examiner de manière systématique les productions journalistiques sélectionnées afin d'en identifier les catégories de sens, les thèmes dominants, les choix lexicaux et les modes de cadrage discursif des conflits armés.

Le corpus d'étude se compose de six productions journalistiques issues de médias congolais de référence : Actualite.cd, Radio Okapi et MediaCongo.net. Ces articles couvrent les dynamiques conflictuelles récentes observées tant à l'Ouest (phénomène Mobondo) qu'à l'Est du pays (crise de l'AFC/M23) sur une période s'étendant jusqu'en juin 2026. L'élaboration de ce corpus ne vise pas une représentativité statistique quantitative, mais s'attache plutôt à une exploration qualitative approfondie des logiques de traitement médiatique des crises.

Les articles ont été sélectionnés selon la méthode de l'échantillonnage raisonné, sur la base de critères d'inclusion stricts. Les trois organes de presse retenus figurent parmi les principales plateformes d'information de la RDC et se caractérisent par des statuts institutionnels et des lignes éditoriales distincts, incluant des médias en ligne indépendants et un média de service public onusien, favorisant ainsi l'observation d'une pluralité de discours journalistiques. Enfin, les six unités de contenu sélectionnées ont été isolées en raison de leur forte densité discursive relative aux processus de guerre, aux dynamiques de pacification ou aux initiatives de construction de la paix.

Nous avons délibérément choisi de limiter notre corpus à huit articles. Pour cette analyse du discours, nous ne cherchons pas à obtenir des statistiques représentatives, mais plutôt à explorer le sens en profondeur. En nous concentrant sur des moments de tension précis, comme les discussions avec le M23 ou la crise des « Mobondo », à travers des médias variés (Actualité.cd, Radio Okapi, Mediacongo), nous pouvons observer de près le travail des journalistes. Un corpus plus large aurait noyé ces détails essentiels, comme le choix exact des mots ou les différentes nuances qui se jouent au cœur même des phrases.

4.2. Grille d'analyse

L'évaluation empirique du corpus repose sur une matrice de catégorisation systémique construite à partir des principes de l'analyse de contenu (Bardin, 2013). Ce dispositif sert à encoder les unités d'observation, en l'occurrence, les articles sélectionnés, selon quatre dimensions analytiques majeures, permettant de discriminer les logiques de traitement journalistique des conflits armés :

- **Modalités de désignation des acteurs** : analyse des formes de qualification des forces gouvernementales, des groupes armés, des civils, des communautés et des acteurs internationaux. Une attention particulière est accordée à la nature des énoncés (lexique neutre, stigmatisant, polarisé ou institutionnel).
- **Stratégies de cadrage thématique** : identification de l'angle interprétatif dominant de l'article (cadrage militaro-sécuritaire, politique, humanitaire, socio-historique ou mixte).
- **Pluralité et économie des sources** : examen de la polyphonie discursive à travers le repérage d'une dominance de source unique, d'une pluralité restreinte ou d'une forte diversification des points de vue en présence.
- **Orientations vers la résolution de la crise** : évaluation des références explicites ou implicites aux mécanismes de

pacification, aux processus de dialogue, aux programmes de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) ou, au contraire, de l'absence totale de perspectives de sortie de crise.

Pour assurer la fidélité de l'encodage, la matrice de catégorisation a été opérationnalisée à l'aide d'indicateurs discursifs et lexicaux standardisés, inspirés des modèles de Galtung et Kempf :

Dimensions de la grille	Indicateurs de Journalisme de Guerre	Indicateurs de Journalisme de Paix
1. Désignation des acteurs	Vocabulaire agressif et étiquettes figées (« terroristes », « assaillants »).	Qualifications neutres, précises et expliquées selon le contexte
2. Stratégies de cadrage	Priorité au spectaculaire : bilans humains, chocs militaires, risques de balkanisation.	Priorité aux explications : origines du conflit, enjeux de terres, défis de l'après-guerre.
3. Économie des sources	Une seule voix domine (communiqués de l'armée, officiels ou un seul chef rebelle).	Plusieurs voix se croisent (autorités, opposition, chefs traditionnels, civils)..
4. Orientation résolution	Aucune issue proposée, sauf la victoire par les armes ou l'écrasement de l'autre.	Valorisation des espaces d'échanges : accords, dialogues communautaires, P-DDRCS.

4.3. Présentation du corpus d'étude

Le corpus de cette recherche est structuré de manière équilibrée entre les deux dynamiques conflictuelles étudiées (l'Est et l'Ouest) et se répartit comme suit :

Axe 1 : Conflit AFC/M23 (Est de la RDC)

- Article 1 (Actualité.cd) : Muamba, C. (2026), « L'AFC/M23 accuse Kinshasa de ne pas respecter ses engagements du processus de Doha : “À ce jour, pas un seul prisonnier n’a été libéré”, dénonce Corneille Nangaa », Actualite.cd, 11 janvier 2026.
Note analytique : Ce texte se focalise sur les blocages diplomatiques de Doha et les accusations mutuelles de violation du cessez-le-feu, dans un contexte d'escalade militaire marquée par l'occupation temporaire d'Uvira.
- Article 2 (MediaCongo.net) : Lelo, J. (2026), « Crise dans l'Est : James Swan consulte l'AFC/M23 sur les efforts de paix », MediaCongo.net, publié le 11 juin 2026.
Note analytique : Ce compte rendu traite des consultations directes menées à Goma par l'ONU (James Swan) avec les leaders rebelles (Nangaa, Bisimwa). Il aborde de front le processus de Doha, le cessez-le-feu, ainsi que des enjeux transversaux comme l'épidémie d'Ebola et la fermeture des frontières.
- Article 3 (Radio Okapi) : Ngombo Mbala, M. (2025), « Appel à une cohésion nationale face à la crise à l'Est de la RDC », Radio Okapi, émission du 16 novembre 2025.
Note analytique : Retranscription d'un espace d'échange citoyen et d'un dialogue direct entre le modérateur, les auditeurs et l'opposant Bob Bolabwe Mbokoso (RPDR/Lamuka) autour de la menace de balkanisation et de la proposition de dialogue national ECC-CENCO.
- Article 4 (Actualité.cd) : Lukombo, S. (2025), « M23/AFC dans l'Est de la RDC : Fayulu exhorte Nangaa à déposer les armes et à faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation », Actualite.cd, publié le 1 mars 2025.
Note analytique : Ce texte met en scène le discours d'interpellation de l'opposant Martin Fayulu exigeant la reddition de

l'AFC, couplé à une factualisation abrupte de l'actualité sécuritaire (explosions mortelles lors d'un meeting à Bukavu).

- Article 5 (Radio Okapi, 2025) : « La paix est sur le point de devenir réalité, assure Patrick Muyaya », Radio Okapi, émission du 1 août 2025.

Note analytique : Analyse de la parole gouvernementale officielle à travers la conférence-débat du ministre de la Communication à l'UNISIC. Le texte est centré sur le « changement de narratif », la dénonciation des motivations économiques du Rwanda et l'appel à l'éveil patriotique de la jeunesse.

Axe 2 : Phénomène des milices Mobondo (Ouest de la RDC)

- Article 6 (Actualité.cd) : Mesa, J. (2026), « 4 ans du phénomène Mobondo : la pacification estimée à 90 %, la poursuite de la mission réclamée face aux poches de résistance », Actualite.cd, publié le 14 juin 2026.

Note analytique : Cet article dresse le bilan discursif contradictoire de la mission gouvernementale de démobilisation à l'Ouest (Kwamouth, Bagata), opposant le triomphalisme ministériel (90 % de réussite) aux alertes des leaders coutumiers et politiques locaux.

- Article 7 (7sur7.cd) : Tshahe, R. (2026), « Kwango : le phénomène Mobondo appartient désormais au passé (chefs de la milice) », 7sur7.cd, publié le 10 février 2026.

Note analytique : Ce texte analyse la mise en scène de la reddition volontaire des leaders miliciens (Sadam et De Muton) face au ministre délégué à la Défense. Il explore le désarmement volontaire et la transition vers une sécurisation de proximité par la police nationale.

- Article 8 (MediaCongo.net) : Wabeno, M. (2025), « Phénomène Mobondo : vers l'organisation d'un forum de paix dans le Kwango, Kwilu, Maï-Ndombe et Kinshasa », MediaCongo.net, publié le 26 juillet 2025.

Note analytique : Ce compte rendu institutionnel retranscrit l'annonce par le Vice-Premier ministre de l'Intérieur d'un futur espace de dialogue communautaire inter-provinces. L'article offre un cadrage socio-historique et causal fort, liant le conflit à des conflits fonciers Teke-Yaka et à un déficit de régulation étatique.

La conduite de cette recherche sur des terrains hautement volatiles et politiquement sensibles impose le respect de protocoles éthiques stricts. Les unités d'analyse mobilisées au sein de notre corpus étant de nature publique (articles de presse en ligne et émissions radiophoniques diffusées), leur collecte ne viole aucune clause de confidentialité. Il ne s'agit pas d'émettre des jugements de valeur moraux sur la légitimité des antagonistes ou des décisions étatiques, mais d'analyser scientifiquement les structures discursives des textes. De plus, pour les articles du corpus faisant mention de journalistes locaux ou de témoins en zones de front, l'analyse s'est concentrée sur les structures textuelles sans opérer de recoupements biographiques susceptibles de fragiliser la sécurité physique des professionnels de l'information sur le terrain.

4.4. Limites méthodologiques

Conformément aux standards de l'approche qualitative en analyse de contenu (Bardin, 2013), cette recherche privilégie la profondeur de l'exploration sémantique au détriment d'une représentativité statistique quantitative. L'élaboration de notre corpus restreint à huit productions journalistiques se justifie par le principe de saturation théorique, seuil à partir duquel l'analyse d'unités textuelles supplémentaires n'apporte plus de nouvelles catégories conceptuelles face à notre grille de codage. La principale limite méthodologique de ce travail réside dans sa nature synchronique, circonscrite exclusivement à la période 2025-2026. Un tel ancrage temporel ne permet pas d'observer les évolutions diachroniques à long terme des lignes éditoriales de la presse congolaise face aux cycles de conflictualité. Néanmoins, afin de garantir la validité interne et la fidélité de nos résultats, nous avons procédé à une double lecture à l'aveugle des indicateurs lexicaux du corpus. Cette standardisation du protocole d'encodage valide la cohérence objective des interprétations analytiques exposées dans la section suivante.

V. RÉSULTATS

5.1. Stratégies de cadrage et déconstruction du récit binaire

L'exploration empirique du corpus met en évidence une véritable lutte éditoriale visant à s'extraire de la narration dominante du journalisme de guerre, tant dans la couverture des crises de l'Est que de l'Ouest. Dans son analyse du conflit lié au phénomène « Mobondo » à l'Ouest du pays, le journaliste Jonathan Mesa (Article 6, Actualite.cd) opère un effort manifeste de contextualisation socio-historique.

Cette démarche de déconstruction se trouve renforcée par Mechack Wabeno (Article 8, MediaCongo.net), qui refuse de céder à la qualification simpliste et stigmatisante de terrorisme irrationnel. Le texte de l'Article 8 définit l'objet d'étude de manière documentée, en rappelant que le phénomène « puise ses origines dans des tensions communautaires, notamment entre les Yaka et les Téké », elles-mêmes attisées par « des différends fonciers, des frustrations sociales et l'absence de régulation étatique ».

Par ailleurs, les auteurs s'écartent du traitement traditionnellement macabre ou événementiel des crises pour introduire un cadrage thématique axé sur la temporalité et l'avenir. Jonathan Mesa (Article 6) évoque une « lueur d'espoir pour le retour de la paix » tandis que Roberto Tshahe (Article 7, 7sur7.cd) titre sur un phénomène qui « appartient désormais au passé ».

Ce basculement du frame (cadrage) de la fatalité vers celui de la reconstruction se matérialise par la mise en avant de processus concrets : « la reddition, la démobilisation, le désarmement » (Article 6) et la transition vers une « sécurité de proximité » assurée par la Police nationale (Article 7).

5.2. La polyphonie inclusive et le rééquilibrage des sources

L'analyse discursive montre que la presse congolaise s'efforce d'articuler une polyphonie inclusive, indispensable à la manifestation d'un journalisme orienté vers la vérité. Dans le traitement de la crise à l'Ouest, la mise en scène énonciative confronte la parole triomphante des autorités nationales à des contre-discours périphériques. Jonathan Mesa (Article 6) oppose l'évaluation du ministre de la Défense (succès à « 90 % ») aux déclarations du député Garry Sakata et du chef coutumier Stany Libie, qui dénoncent un travail « partiel ». À l'inverse, l'Article 7 (7sur7.cd) opère une convergence des voix pour acter la paix : la parole du ministre Éliezer Ntambwe y est légitimée par le discours direct des chefs miliciens eux-mêmes (Sadam alias Faux Yaya, et De Muton), qui appellent publiquement les populations à une « collaboration totale » avec les autorités étatiques.

Cette polyphonie est poussée jusqu'à ses limites éthiques et déontologiques dans les articles consacrés à la crise de l'Est. Clément Muamba (Article 1, Actualite.cd) et Josué Lelo (Article 2, MediaCongo.net) choisissent d'accorder une place énonciative majeure au coordonnateur politique de l'AFC/M23, Corneille Nangaa. En retransmettant ses revendications concernant les blocages du processus de Doha (Article 1) ou ses échanges directs avec l'ONU (Article 2), les médias ne limitent pas leur cadrage aux seules positions des forces armées régulières. En faisant de la rébellion un interlocuteur discursif, la presse expose la rationalité interne des différentes parties prenantes, répondant ainsi au critère d'investigation de Galtung, en dépit du risque de tensions avec le « journalisme patriotique » incarné par le ministre Patrick Muyaya (Article 5).

Cette négociation des voix met en lumière le fait que face aux injonctions des belligérants, les professionnels déploient une palette de pratiques hybrides théorisées par N'sana (2021). Outre le journalisme de paix, le terrain congolais voit coexister un « journalisme effacé », où le reporter se retranche derrière une neutralité de façade et l'anonymisation des sources pour se protéger des représailles, un « journalisme assiégé et surveillé » imposé par l'occupation physique ou psychologique des rédactions par les forces armées, et un « journalisme embarqué » instrumentalisation par les services de renseignement nationaux lors des offensives militaires.

5.3. La cartographie des solutions et l'audit des processus de paix

L'analyse du corpus atteste qu'une fraction significative des productions journalistiques s'investit dans une cartographie et un audit rigoureux des processus de pacification. À l'Est, l'Article 1 propose une restitution chronologique minutieuse des jalons diplomatiques de l'année 2025 (communiqué d'avril, Déclaration de juillet, accords de novembre) pour identifier les engagements non tenus. À l'Ouest, l'Article 8 pose les bases prospectives de la résolution en documentant l'annonce par le Vice-Premier

ministre de l'Intérieur, Jacquemain Shabani, d'un « forum pour la paix » visant à établir un « contrat de paix durable » entre les communautés.

Loin de sombrer dans un optimisme naïf, la presse écrite congolaise joue un rôle de vigie critique en évaluant l'efficacité des politiques publiques de sécurité. L'Article 6 rappelle ainsi de manière factuelle les échecs antérieurs, qualifiant la mission de paix de 2023 d'initiative ayant « accouché d'une souris » et soulignant que les accords signés en 2024 devant le Président de la République « n'ont eu d'effets que sur le papier ». En pointant ces failles, le discours journalistique interpelle directement la responsabilité des décideurs politiques et des belligérants. Il transforme le reporter en un véritable auditeur des processus de paix, définissant par la négative les conditions de possibilité d'une stabilité régionale durable.

VI. DISCUSSION

6.1. Repenser l'objectivité face au risque de balkanisation

La couverture des crises sécuritaires met structurellement à l'épreuve le postulat d'objectivité journalistique. L'analyse du corpus démontre que certains médias s'efforcent d'ouvrir des espaces de délibération publique autour des enjeux de cohésion nationale et de résolution des conflits. L'exemple de Radio Okapi apparaît ici paradigmatique : en organisant un « échange citoyen » direct entre les auditeurs et l'opposant Bob Bolabwe Mbokoso (Article 3) autour de l'urgence d'une « cohésion nationale pour contrer tout plan de balkanisation », la station onusienne transforme l'antenne en une agora symbolique sécurisée.

Cette configuration valide la thèse de Samuel Peleg (2006), qui appréhende le média de paix comme une « tierce partie » (Third Party) agissant au cœur de la théorie des conflits. Dans cette approche, le journaliste s'extrait de la posture de simple spectateur du drame pour s'ériger en modérateur symbolique et en facilitateur de la communication inter-partes.

Néanmoins, cette quête de neutralité descriptive génère de profonds dilemmes éditoriaux. Informer sur les dynamiques diplomatiques sans légitimer la rébellion relève d'un véritable funambulisme discursif. L'article de Josue Lelo (Article 2, MediaCongo.net) illustre parfaitement cette tension lorsqu'il rapporte les consultations menées par l'ONU (James Swan) auprès de l'AFC/M23. En intégrant à son récit un agenda purement humanitaire et sanitaire (riposte contre l'épidémie d'Ebola, gestion de la fermeture des frontières), le texte traite de fait le mouvement armé comme un interlocuteur institutionnel crédible. Cette distanciation factuelle et descriptive s'expose inévitablement aux critiques d'une opinion publique fragmentée, qui tend à y percevoir une forme de normalisation médiatique de l'agression.

Ce funambulisme discursif est exacerbé par le statut même des médias de paix institutionnels. L'exemple de Radio Okapi démontre qu'évoluer sous le parrainage d'une mission de l'ONU (MONUSCO) place la rédaction au centre d'une tension permanente entre les exigences de relations publiques de l'appareil international et le devoir de distanciation critique. Soumis à des arbitrages ou des pressions hiérarchiques internes visant à préserver l'image de la mission, les journalistes voient leur neutralité contestée par une opinion publique locale prompte à dénoncer une sur-médiatisation des perspectives onusiennes au détriment des réalités endogènes.

Ce dilemme se déplace à l'Ouest dans le traitement du phénomène « Mobondo ». L'annonce d'un « forum pour la paix » par le Vice-Premier ministre de l'Intérieur (Article 8, MediaCongo.net) force le journaliste à balancer sa posture : le média doit rendre compte d'une initiative étatique de pacification tout en exposant objectivement les « failles de régulation » historiques d'un État congolais resté longtemps absent de ces périphéries foncières et coutumières.

6.2. Les contraintes politiques, économiques et sécuritaires du journalisme de paix en RDC

L'analyse empirique de notre corpus élargi à huit articles démontre que les pratiques discursives susceptibles de s'inscrire dans une logique de journalisme de paix s'exercent au sein d'un écosystème lourdement conditionné par des contraintes structurelles. Ces déterminismes, d'ordre politique, économique et sécuritaire, restreignent considérablement les marges d'autonomie des professionnels des médias tout en dictant les modalités de traitement des conflits armés.

Sur le plan politique, le champ médiatique congolais subit une forte injonction systémique à l'« éveil patriotique », particulièrement exacerbée lors des pics de crise sécuritaire. Les journalistes se voient fréquemment sommés de relayer le narratif

officiel afin de cimenter l'unité nationale face aux menaces extérieures. La couverture par Radio Okapi de la conférence-débat du ministre Patrick Muyaya à l'UNISIC (Article 5) illustre parfaitement cette dynamique de contrôle symbolique. En prescrivant un « changement de narratif », l'appareil institutionnel réaffirme les attentes prescriptives de l'État vis-à-vis des professionnels de l'information. Cette configuration met en lumière la tension permanente qui fracture l'activité journalistico-burocratique, tiraillée entre le devoir d'engagement patriotique civique et l'impératif déontologique d'indépendance éditoriale.

Cette pression politique s'exprime différemment à l'Ouest : le triomphalisme affiché par le pouvoir politique, qui décrète de manière unilatérale que la crise « appartient désormais au passé » (Article 7, 7sur7.cd) ou qu'elle est résolue à « 90 % » (Article 6, Actualite.cd), pèse sur le journaliste, dont le rôle de contre-pouvoir exige de confronter ces annonces aux réalités de l'insécurité persistante sur le terrain.

À cette dimension politique s'ajoutent des contraintes économiques structurelles qui provoquent une asymétrie médiatique flagrante entre les régions. Dans un écosystème où la majorité des rédactions fait face à une forte précarité financière, les exigences méthodologiques du journalisme de paix, telles que l'investigation au long cours, la triangulation des sources, la vérification rigoureuse des faits et la couverture équilibrée des différentes parties prenantes requièrent des ressources humaines et budgétaires considérables.

Sur le plan économique, cette vulnérabilité structurelle se matérialise par la généralisation du « coupage », une pratique d'allocation informelle de ressources où le cadrage de l'information fait l'objet d'une transaction financière ou matérielle directe entre le reporter et sa source. En provoquant un brouillage sémantique immédiat entre information d'intérêt public et communication promotionnelle, le coupage aliène l'indépendance du journaliste. Il neutralise ainsi l'idéal de Galtung d'une sélection critique et désintéressée des sources, indispensable au journalisme de paix.

Par conséquent, cette vulnérabilité économique favorise une dépendance à l'égard du journalisme d'agenda. Elle pousse les rédactions à privilégier le recyclage passif des communiqués officiels ou le traitement instantané et superficiel de l'actualité, au détriment d'une déconstruction approfondie des causes et des enjeux sous-jacents des conflits. Cette carence économique explique pourquoi le conflit de l'Ouest (Mobondo) subit un véritable déficit d'attention médiatique par rapport aux crises de l'Est, le traitement de l'information tendant à se concentrer là où les agendas institutionnels et les financements internationaux sont les plus visibles.

Les conditions sécuritaires sur le terrain constituent un déterminant critique absolu. La couverture des théâtres d'opérations armées expose les reporters à des risques physiques majeurs, en particulier lors des tentatives de collecte de témoignages directs en zones de front. L'article d'Actualite.cd (Article 4) rapportant les explosions meurtrières survenues à Bukavu lors du meeting de l'AFC/M23 rappelle à quel point l'activité informationnelle s'accomplit dans un environnement hostile et hautement volatile. Dans ces circonstances extrêmes, les impératifs de survie et de sécurité restreignent mécaniquement les capacités d'enquête factuelle et de contre-vérification empirique.

L'ensemble de ces facteurs démontre que l'opérationnalisation du journalisme de paix ne relève pas uniquement de la seule volonté éthique ou éditoriale des rédactions. Son déploiement est tributaire du cadre institutionnel, économique et sécuritaire dans lequel s'inscrivent les professionnels de l'information. Dès lors, les stratégies discursives observées au sein de notre corpus doivent être interprétées non comme des modèles absolus, mais comme des tentatives de négociation d'un traitement nuancé des crises, dont la portée reste structurellement négociée avec les contraintes du paysage médiatique congolais.

6.3. Recommandations pratiques pour le déploiement du journalisme de paix en RDC

Pour dépasser les contraintes structurelles identifiées et favoriser l'émergence d'un journalisme sensible aux conflits qui agisse comme une véritable « troisième partie » délibérative, plusieurs actions concrètes doivent être envisagées à différents niveaux du système médiatique congolais :

1. À l'endroit des pouvoirs publics et des instances de régulation (CSAC, Ministère de la Communication)
 - Garantir l'indépendance éditoriale face à l'injonction patriotique : Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la

Communication (CSAC) doit redéfinir le cadre légal pour sanctuariser la liberté de parole en période de crise sécuritaire, en veillant à ce que l'appel au « changement de narratif » ne se transforme pas en censure ou en obligation de propagande institutionnelle.

- Pérenniser les modèles d'audiovisuel public et de paix : En prévision du désengagement progressif de la MONUSCO, le gouvernement doit concevoir, en partenariat avec la société civile et des fondations internationales indépendantes, un statut juridique et un fonds de dotation autonome pour Radio Okapi. L'objectif est d'éviter sa captation par l'appareil d'État ou sa disparition pure et simple, garantissant ainsi le maintien d'une agora citoyenne pluraliste.
2. À l'endroit des entreprises de presse et des patrons de médias
- Assainir l'économie des rédactions pour éradiquer le coupage : Les promoteurs de médias doivent formaliser les contrats de travail et garantir des salaires décents et réguliers aux reporters. C'est l'unique condition économique permettant de briser la dépendance financière des journalistes vis-à-vis de leurs sources et de restaurer l'étanchéité entre information d'intérêt public et communication d'influence.
 - Financer le journalisme d'investigation et de solutions : Les budgets de rédaction doivent intégrer des lignes de crédit spécifiques pour couvrir les frais de déplacement, la triangulation des sources et l'enquête au long cours, afin de sevrer les médias du « journalisme d'agenda » passif et de permettre une couverture contextualisée des crises locales de l'Ouest (Mobondo) et de l'Est (AFC/M23).
3. À l'endroit des journalistes et des associations professionnelles (UNPC, JED)
- Renforcer la formation continue en gestion et déconstruction des conflits : L'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC) doit multiplier les ateliers de formation axés sur les outils opérationnels de Johan Galtung et Wilhelm Kempf (substitution lexicale, identification des causes structurelles, humanisation de toutes les parties). Les reporters doivent apprendre à substituer le « journalisme effacé » ou « patriotique » par des routines de distanciation éthique.
 - Institutionnaliser des protocoles de sécurité partagés : Face à la dangerosité des terrains, les associations de défense de la liberté de la presse (comme Journaliste en Danger) doivent formaliser des réseaux de solidarité et des protocoles de sécurité standardisés pour les reporters de guerre, réduisant ainsi l'isolement des journalistes locaux face aux menaces physiques directes des belligérants.

CONCLUSION

La complexité des conflits armés en République Démocratique du Congo a durablement altéré la physionomie de son espace public, imposant à la presse de naviguer en permanence entre le devoir de témoignage factuel et le risque de contagion de la violence. Cette recherche s'est attachée à analyser de quelle manière le paradigme du journalisme de paix, théorisé par Johan Galtung et Wilhelm Kempf, s'opérationnalise au sein de la production médiatique congolaise contemporaine.

L'investigation empirique de notre corpus, composé de huit productions journalistiques de référence, révèle que la médiation pacificatrice ne relève pas d'un simple idéal utopique, mais se matérialise par des choix éditoriaux et des stratégies discursives tangibles. La déconstruction des cadrages binaires (guerre/paix, agresseurs/victimes), l'audit rigoureux des processus de pacification tant nationaux que locaux (tels que le P-DDRCS, le processus de Doha, les initiatives de reddition volontaire ou les projets de forums de paix interprovinciaux), la substitution lexicale constructive ainsi que l'instauration d'une polyphonie inclusive donnant voix aux autorités coutumières, aux leaders d'opinion et aux populations civiles, démontrent une volonté manifeste d'assumer une responsabilité sociétale. Ces pratiques transforment l'article de presse en ligne ou l'émission radiophonique en un dispositif de médiation symbolique et de délibération citoyenne, contribuant ainsi à recréer du lien social au sein d'un espace public fragmenté.

Cependant, la viabilité de ce modèle reste lourdement entravée par des pesanteurs systémiques d'ordre macro-structurel. L'injonction politique à un « patriotisme » de ralliement univoque ou à un « changement de narratif » prescriptif, la précarité socio-économique des rédactions qui favorise un journalisme d'agenda passif au détriment de l'investigation, et l'insécurité physique chronique des reporters sur les théâtres d'opérations constituent des freins majeurs à l'autonomie éditoriale. Ces observations permettent de valider notre hypothèse principale : si des stratégies discursives proches du journalisme de paix

émergent effectivement en RDC, leur déploiement demeure négocié, capté et contraint par l'environnement politique, économique et sécuritaire du pays.

Cette étude à portée exploratoire constitue une contribution scientifique à la compréhension des pratiques discursives de la presse congolaise face aux crises de l'Est (AFC/M23) et de l'Ouest (Mobondo). Pour dépasser les limites inhérentes à la taille de notre corpus, des recherches complémentaires s'avèrent nécessaires. Celles-ci gagneraient à s'orienter vers une approche comparative internationale à l'échelle de la région des Grands Lacs, vers des études de réception mesurant l'impact de ces discours sur les publics congolais, ou encore vers des analyses de la production axées sur les routines professionnelles des journalistes de terrain.

Si cette étude met en lumière les stratégies discursives de pacification au sein de l'espace public congolais, elle présente toutefois des limites inhérentes à la délimitation de son corpus. Notre analyse s'est concentrée sur une presse en ligne de référence (Actualité.cd, Mediacongo) et sur un média radiophonique institutionnel sous mandat onusien (Radio Okapi). Par conséquent, les résultats obtenus ne sauraient être généralisés à l'ensemble du paysage médiatique congolais. La presse écrite locale, les radios communautaires, et plus encore les réseaux sociaux, obéissent à des logiques de production et de régulation différentes, souvent plus poreuses aux discours polarisés. De futures recherches gagneraient ainsi à élargir cette focale analytique en intégrant ces plateformes numériques et locales, afin d'évaluer si les tentatives de "journalisme de paix" y survivent face à l'immédiateté et à la viralité des récits de guerre.

RÉFÉRENCES

- [1]. Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Presses Universitaires de France,
- [2]. Bundjoko, A. (2025), La polémique, une Chronique de la privatisation et de l'éloignement de la Guerre à l'Est de la RDC comme problème public, <https://globalnewsrdc.net/societe/la-polemique-une-chronique-de-la-privatisation-et-de-leloignement-de-la-guerre-a-lest-de-la-rdc-comme-probleme-public/>
- [3]. Ersoy, M., & Miller, L. (2020). Peace journalism as a rigorous approach to information treatment. *Journal of Peace and Conflict Studies*, 14(2), 112-130,
- [4]. Galtung, J. (2013). *Peace Journalism*. Media Peace Network,
- [5]. Gouse, C., Hanitzsch, T., & Steindl, N. (2018). Professional norms under pressure: Objectivity and neutrality in conflict zones. *Journalism Studies*, 19(4), 485-504,
- [6]. Habermas, J. (1989). *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (M. de Launay, Trad.). Le Seuil,
- [7]. Hanitzsch, T. (2007). Situating peace journalism in journalism studies: A critical appraisal. *Conflict & Communication Online*, 6(2), 1-9,
- [8]. Kambayi Bwatshia, J. (2023). *Conflits et guerres au Congo des grands-lacs (1965 à nos jours)*. Éditions Eugemonia,
- [9]. Kempf, W. (2002). Conflict coverage and conflict transformation. *Conflict & Communication Online*, 1(1), 1-14,
- [10]. Kempf, W. (2003). Constructive conflict coverage: A social-psychological research program. *Conflict & Communication Online*, 2(2), 1-13,
- [11]. Kempf, W. (2017). Framing, hierarchy of information and narrative responsibility in peace processes. *International Journal of Media & Cultural Politics*, 13(3), 241-255,
- [12]. Koffi-Kra, A. D. (2022). Le journalisme de paix en République Démocratique du Congo : entre fonction de journalisme et médiateur de paix, le cas de la radio Okapi. *RadioMorphoses*, 8. URL : <http://journals.openedition.org/radiomorphoses/2972>.
- [13]. McGoldrick, A. (2000). Peace Journalism: What is it and how to do it? *Reporting the World*,
- [14]. N'sana Bitentu, P. (2021). Médias et conflits armés en RDC : des journalistes en danger, le journalisme en chantier. Dans R. Ndayiragije, S. Alidou, A. Ansoms & S. Geenen (Dir.), *Conjonctures de l'Afrique centrale 2021* (p. 439-460). Éditions L'Harmattan,
- [15]. Peleg, S. (2006). Peace Journalism through the Lense of Conflict Theory: Analysis and Practice. *Conflict & Communication Online*, 5(2), 1-17,
- [16]. Wolton, D. (2019). *Espace public et communication politique : Coexistence et négociation dans les démocraties de*

masse. CNRS Éditions,

Sources médiatiques (Corpus d'étude)

- [17]. Lelo, J. (2026, 11 juin). Crise dans l'Est : James Swan consulte l'AFC/M23 sur les efforts de paix. MediaCongo.net. https://www.mediacongo.net/publireportage-reportage-164606_crise_dans_l_est_james_swan_consulte_l_afc_m23_sur_les_efforts_de_paix.html
- [18]. Lukombo, S. (2025, 1er mars). M23/AFC dans l'Est de la RDC : Fayulu exhorte Nangaa à déposer les armes et à faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation. Actualite.cd. <https://actualite.cd/2025/03/01/m23afc-dans-lest-de-la-rdc-fayulu-exhorte-nangaa-deposer-les-armes-et-faire-prevaloir>
- [19]. Mesa, J. (2026, 14 juin). 4 ans du phénomène Mobondo : la pacification estimée à 90 %, la poursuite de la mission réclamée face aux poches de résistance. Actualite.cd.
- [20]. <https://actualite.cd/2026/06/14/4-ans-du-phenomene-mobondo-la-pacification-estimee-90-la-poursuite-de-la-mission>
- [21]. Muamba, C. (2026, 11 janvier). L'AFC/M23 accuse Kinshasa de ne pas respecter ses engagements du processus de Doha : « À ce jour, pas un seul prisonnier n'a été libéré », dénonce Corneille Nangaa. Actualite.cd.
- [22]. <https://actualite.cd/index.php/2026/01/01/lafcm23-accuse-kinshasa-de-ne-pas-respecter-ses-engagements-du-processus-de-doha-ce-jour>
- [23]. Ngombo Mbala, M. (Animateur). (2025, 16 novembre). Appel à une cohésion nationale face à la crise à l'Est de la RDC [Émission radio]. Dans Parole aux auditeurs. Radio Okapi. radiookapi.net
- [24]. <https://www.radiookapi.net/2025/11/18/emissions/parole-aux-auditeurs/appel-une-cohesion-nationale-face-la-crise-lest-de-la-rdc>
- [25]. Radio Okapi. (2025, 1er août). « La paix est sur le point de devenir réalité », assure Patrick Muyaya [Compte rendu de conférence]. Radio Okapi. radiookapi.net
- [26]. <https://www.radiookapi.net/2025/08/01/actualite/societe/la-paix-est-sur-le-point-de-devenir-realite-assure-patrick-muyaya>
- [27]. Tshahe, R. (2026, 10 février). Kwango : le phénomène Mobondo appartient désormais au passé (chefs de la milice). 7sur7.cd. 7sur7.cd
- [28]. <https://7sur7.cd/2026/02/10/kwango-le-phenomene-mobondo-appartient-desormais-au-passe-chefs-de-la-milice>
- [29]. Wabeno, M. (2025, 26 juillet). Phénomène Mobondo : vers l'organisation d'un forum de paix dans le Kwango, Kwilu, Maï-Ndombe et Kinshasa. Actu30 / MCP via MediaCongo.net. mediacongo.net
- [30]. https://www.mediacongo.net/article-actualite-153311_phenomene_mobondo_vers_l_organisation_d_un_forum_de_paix_dans_le_kwango_kwilu_mai_ndombe_et_kinshasa.html